

# Ecrivaines et citoyennes

## LIVRES

► Le premier Parlement des écrivaines francophones s'est tenu durant trois jours à Orléans.

► Notre compatriote Geneviève Damas faisait partie des 70 femmes présentes.

**D**urant trois jours, à Orléans, le premier Parlement des écrivaines francophones a rassemblé 70 romancières venues des quatre coins du globe. Un rassemblement inédit pour partager leurs expériences et faire entendre la voix des femmes. Et pas seulement à propos de littérature puisque, réparties en commis-

sions, les participantes abordaient notamment des thèmes comme « *Les femmes, un salut pour la terre* » ou « *Pour qu'aucun enfant ne soit privé d'école* »... Participant à ce premier Parlement des écrivaines francophones, Geneviève Damas nous fait vivre celui-ci de l'intérieur. ■

J.-M.W.

## vu par l'auteure Geneviève Damas Des plumes déterminées

### RÉCIT

**N**ous entrons dans la salle du conseil municipal d'Orléans, nous nous installons à nos pupitres derrière nos micros. 70 femmes et un seul homme, Olivier Carré, le maire d'Orléans, qui a promis de s'éclipser dès la fin de son discours et de nous laisser travailler entre nous, les Ecrivaines. Au premier étage, derrière les vitres, le public attend, silencieux. Comme tout Parlement qui se respecte, la publicité des débats est un droit constitutionnel.

Monsieur le maire introduit la séance, il est tellement ému en évoquant le combat de celles qui écrivent pour la liberté que sa voix se perd. Et c'est vrai qu'il y a quelque chose de terriblement émouvant de les voir toutes, mes collègues, venues des quatre coins du monde : Aminata Sow Fall, notre doyenne, du Sénégal, qui se tient droite et imperturbable dans son houbou ; Hyam Yared, du Liban, qui écrit sur la violence faite au corps des femmes ; Chahla Chafiq, réfugiée iranienne qui a longtemps refusé d'écrire en français jus-

qu'au jour où elle a compris qu'elle ne retournerait jamais dans son pays ; Maram Al Masri, poète syrienne, dont le fils lui a hurlé récemment au visage : « *Le jour où tu cesseras d'écrire, je me raserai la barbe.* » ; Faouzia Zouari, écrivaine et journaliste tunisienne, la première de sa famille à avoir dépassé l'école primaire ; Catherine Cusset, Française écrivant aux Etats-Unis, parce que c'est peut-être loin qu'il est plus facile de dire ce qui est trop proche... Toutes ces femmes qui parlent ma langue, qui écrivent à leur manière, la défendent là où elles vivent.

Nous avons d'abord une séance commune où nous défrichons les chantiers importants de ces trois jours ensemble. Certaines rappellent l'importance d'une chambre à soi, sans homme, sans enfants, afin de construire son œuvre ; une autre évoque la montée de la dictature à Madagascar, comment le pouvoir en détruisant le papier, les livres, les bibliothèques, a créé des générations qui ne liront jamais ; une autre rappelle que

sous Ceausescu, la contraception et l'avortement étaient interdits provoquant des générations d'enfants non désirés à la marge de la société ; une autre encore raconte qu'en Haïti, trop peu d'enfants sont scolarisés faute de moyens et d'écoles ; une autre enfin évoque celle qui n'a pas pu nous rejoindre du Mali faute de visa.

Le lendemain, nous nous retrouvons en commission. J'ai choisi celle consacrée à l'éducation. Nous sommes bien vingt-cinq. Il s'agit de plancher sur des propositions concrètes à faire aux politiques, des combats à marteler dans la presse et nos écrits. Nous savons qu'une telle occasion ne se présentera pas deux fois. Il n'y a pas de temps à perdre. Marie-Rose Abomo-Maurin du Cameroun propose de gérer le temps de parole. Chacune d'entre nous aura trois minutes. Il s'agit d'être concise et de n'interrompre personne. Moi, on me charge de prendre note.

Chacun évoque ce qui fait défaut dans son pays ; les élèves qui parcourent des kilomètres le

ventre vide pour se rendre à l'école, l'absence de sanitaires appropriés et certains parents, pour défendre la pudeur de leur fille, n'osent les y envoyer, ces maîtres qui s'approprient les denrées de la cantine - le mil, le riz, le sucre - que les parents ont pourtant payées, ces manuels

scolaires d'Afrique ou d'Haïti qui racontent encore l'histoire de Clovis, ces jeunes filles qui, manquant de moyens, payent de leur corps leurs enseignants... tant de combats à mener pour que ce monde devienne un peu plus juste. Nous travaillons d'arrachepied pour adopter une résolution commune. La nôtre commence par ces mots : « *L'enseignement*

*est un des piliers de notre culture, de notre société, il est le garant du développement, du vivre ensemble, de la paix et de la démocratie.* » Et s'achève sur : « *Il ne faut jamais oublier qu'un enfant qui a faim ne peut se concentrer et n'apprend rien.* » Bien sûr, ce texte n'est qu'un début. Le combat sera long, nous le savons, mais nos plumes, déterminées. ■